

## **Le marché, cette base naturelle de l'économie**

Si vous faites vos courses sur le marché local dans votre ville, vous ignorez peut-être à quel point vous y côtoyez les fondements les plus primaires de l'économie.

**Par Stéphane Geyres.**

Faites-vous vos courses au marché de votre village ou quartier ? Vous faites sûrement cet acte banal plus ou moins régulièrement, sans plus de questions. Tout un chacun s'approvisionne en nourriture pour renouveler son énergie. Ainsi, le marché du village est un lieu où des commerçants viennent à la rencontre d'acheteurs potentiels proches en proposant leurs produits. La demande des uns vient à la rencontre de l'offre des autres. Ainsi se réalisent les échanges économiques libre et volontaire.

Observez le fonctionnement du marché local : sans ordre particulier, il est anarchique, mais sans chaos. Et pourtant il s'organise, spontanément. Précisons ce point : à part les emplacements qui leur sont attribués, personne n'impose aux commerçants leurs produits, comme personne n'impose aux acheteurs leurs achats. Les commerçants, d'expérience, ont analysé les besoins des clients locaux. Ils proposent ainsi des produits qu'ils espèrent adaptés à ces besoins – ou envies. Si certains produits ne plaisent pas, pour quelque raison, les commerçants repartent avec. Personne n'est forcé d'acheter. C'est cela le marché libre : les uns proposent, les autres disposent, ce n'est pas plus compliqué.

Un acheteur trouve un produit trop cher ? Son aspect ne lui convient pas ? Il lui suffit de ne pas le prendre. Le bon commerçant en tirera seul les conclusions, s'il voit ses concurrents écouler leurs produits alors que les siens restent sur son étal. Il arrivera peut-être à pigeonner quelques clients, si ses concurrents sont en rupture de stock. Mais jouer avec la confiance des acheteurs n'est jamais payant bien longtemps et la tromperie finit toujours par tourner court pour les peu compétitifs.

*A contrario*, l'état et ses services publics prétendent venir suppléer le marché là où il en va de notre vie ou de notre sécurité – car dans ces domaines, la logique des affaires ne fonctionnerait pas.

Vue l'importance vitale pour quiconque de s'alimenter, on s'interroge donc devant l'absence de « service public alimentaire » plus ou moins nationalisé pour « urgence ultra prioritaire ». Quelle fonction vitale peut être plus précieuse pour l'homme que l'alimentation et le maintien en vie ?

Faisons simple : si ce service n'existe pas, c'est parce que tout service public n'est que leurre. Aucun n'est capable de rendre un réel service à la hauteur de ce que le libre marché offrirait. Il est par contre un instrument de pouvoir et de formatage. Il n'y a sinon aucune, absolument aucune raison qu'un service dit « public » se substitue aux libres marchés, y compris complexes. Et si les hommes de pouvoir n'ont pas osé créer un service public de l'alimentation, c'est qu'ils savent qu'il n'aurait jamais pu être aussi performant et meilleur. Et qu'un peuple affamé est un peuple qui se soulève.

Or par extrapolation du marché du village, tous les marchés fonctionnent de la même manière. La société s'organise librement et volontairement. Il n'y a jamais de violence lors d'une vraie transaction commerciale. Si un contrat vient à ne pas être respecté, la justice est saisie et entend les arguments des deux parties. Puis le jugement devra être exécuté. La simple égalité devant le droit suffit bien.

Pourquoi donc les politiciens devraient-ils intervenir dans l'économie ? Rien ne le justifie, pourvu que le droit de propriété et d'échange libre soit respecté. La corruption et les malheurs des peuples

surviennent dès que l'homme politique se permet d'intervenir parmi les transactions libres et volontaires pour en faire des transactions contraintes et forcées. La société du marché s'organise toujours plus vite et mieux que tout état peut le faire. On l'a démontré, tout service public est sans fondement. Vivement que l'économie retourne au bon sens du marché de la restauration...